

Cote du document: EB 2021/133/R.15
Point de l'ordre du jour: 9 a)
Date: 23 août 2021
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Informations actualisées sur la participation du FIDA à la mise en œuvre des réformes du système des Nations Unies et sur les mesures prises en réponse à l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution sur l'examen quadriennal complet

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Advit Nath
Contrôleur et Directeur
Division du Contrôleur financier
téléphone: +39 06 5459 2829
téléphone portable: +39 366 626 6862
courriel: a.nath@ifad.org

Giorgia Salucci
Cheffe
Unité d'appui sur le terrain
téléphone: +39 06 5459 2268
téléphone portable: +39 334 633 5707
courriel: g.salucci@ifad.org

Jyotsna Puri
Directrice
Division environnement, climat, genre
et inclusion sociale
téléphone: +39 06 5459 2109
téléphone portable: +39 331 623 5485
courriel: j.puri@ifad.org

Ronald Hartman
Directeur
Division de l'engagement, des partenariats
et de la mobilisation des ressources à l'échelle
mondiale
téléphone: +39 06 5459
2610
téléphone portable: +39 331 684 7665
courriel: r.hartman@ifad.org

Thomas Eriksson
Directeur
Division des politiques et des résultats
opérationnels
téléphone: +39 06 5459 2425
téléphone portable: +39 331 621 5079
courriel: t.eriksson@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente-troisième session
Rome, 13-16 septembre 2021

Pour: **Examen**

Table des matières

I.	Introduction	1
II.	Contribution du FIDA au programme du système des Nations Unies pour le développement	2
	A. Contribution aux objectifs de développement durable	2
	B. Contribution aux priorités thématiques transversales	2
	C. Contribution du FIDA à la riposte du système des Nations Unies à la COVID-19	6
III.	Participation du FIDA à la réforme du système des Nations Unies	6
	A. Alignement sur les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable	7
	B. Pacte de financement	8
	C. Réformes visant à améliorer l'efficacité (stratégies relatives aux activités d'appui, services d'appui communs et partage des locaux)	8
	D. Réseau des coordonnatrices et coordonnateurs résidents	12
IV.	Collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome en vue de la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies	12
V.	Conclusion et prochaines étapes	14

Appendice

Country-level examples of IFAD engagement in the implementation of United Nations reform products

I. Introduction

1. La réforme du système des Nations Unies repose sur le principe, reconnu de manière générale, selon lequel le système doit se repositionner de manière à pouvoir agir avec plus de souplesse et à mieux prendre en compte les plans nationaux de développement, tout en continuant de promouvoir la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Il est donc impératif que toutes les entités des Nations Unies, notamment le FIDA, adhèrent à ce programme et y participent activement.
2. En décembre 2020, l'Assemblée générale a adopté une nouvelle résolution sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ([A/RES/75/233](#)) (ci-après la résolution), qui donne des orientations sur la manière dont les entités des Nations Unies peuvent contribuer au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et sur la façon de présenter les progrès accomplis au système des Nations Unies pour le développement au cours des quatre prochaines années.
3. Le FIDA a activement participé à l'élaboration des instruments de réforme du système des Nations Unies au cours des trois dernières années et, depuis 2018, rend compte chaque année au Conseil d'administration de la mise en œuvre des réformes. En avril 2021, après l'approbation de la nouvelle résolution sur l'examen quadriennal complet, la direction du FIDA a présenté oralement au Conseil d'administration des informations actualisées sur la mise en œuvre des réformes et des mesures prises par le FIDA en conséquence.
4. Le FIDA adhère pleinement au processus de réforme du système des Nations Unies et demeure résolu à appuyer le programme de réforme et à y participer, tout en veillant à l'utilisation efficace et efficiente de ses ressources, conformément aux engagements qu'il a pris. C'est pourquoi toute décision concernant les initiatives auxquelles il participera activement s'appuiera sur une analyse coût-avantages prenant en compte les questions d'utilisation optimale des ressources et d'efficacité. Cela sera particulièrement important lorsqu'il s'agira d'affecter sur le terrain les ressources humaines et autres des bureaux du FIDA, étant donné que le Fonds est d'une taille plus modeste que d'autres organisations partenaires. Il importe de souligner que, tandis que se poursuit la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, certains avantages, notamment ceux qui découleront de l'amélioration de l'efficacité des opérations, pourraient ne pas être évidents à court ou à moyen terme. Le FIDA continuera par conséquent de suivre les évolutions dans ces domaines de manière à s'assurer qu'il est bien placé pour tirer profit des nouveaux produits et services.
5. Le présent document décrit la mise en œuvre par le FIDA des réformes du système des Nations Unies et des mesures prises en réponse à la résolution sur l'examen quadriennal complet (décembre 2020). Il donne des informations générales sur: i) la contribution du FIDA à la réalisation des cibles des ODD et au programme de développement plus général des Nations Unies, y compris des détails sur l'action du FIDA dans les domaines des changements climatiques, de la biodiversité et de la riposte à la COVID-19, dans le droit fil des orientations stratégiques de l'examen quadriennal complet; ii) les progrès accomplis par le FIDA dans le cadre de sa participation au programme de réforme du système des Nations Unies, et plus particulièrement de l'examen de plusieurs des principaux supports de réforme pertinents pour le FIDA, c'est-à-dire les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable; le pacte de financement; les réformes visant à améliorer l'efficacité, à savoir les stratégies relatives aux activités d'appui, les services d'appui communs, le partage des locaux et le réseau redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs résidents; iii) la collaboration du FIDA avec les autres organismes ayant leur siège à Rome (OSR) pour la mise en œuvre des réformes.

II. Contribution du FIDA au programme du système des Nations Unies pour le développement

A. Contribution aux objectifs de développement durable

6. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD) constituent le schéma directeur utilisé à l'échelle mondiale pour promouvoir une paix et une prospérité durables, et créer une vision commune des ressources et des mesures internationales à l'appui du développement. Ces objectifs sont assortis de 169 cibles et de 230 sous-indicateurs de manière à promouvoir l'obtention de résultats qui permettront de les atteindre.
7. Dans le droit fil de la résolution sur l'examen quadriennal complet, le FIDA a entrepris de mettre au point un système permettant de mieux suivre la contribution de ses interventions à la réalisation des ODD. En procédant à un examen approfondi, le FIDA a déterminé comment ses indicateurs de base – qui recouvrent les produits (activités directes menées par le FIDA dans le cadre de ses projets), les effets directs (réalisations obtenues dans le domaine du développement) et la portée des interventions – sont directement et indirectement liés aux cibles des ODD. Les liens entre les indicateurs de l'institution et ces cibles sont automatisés dans le système en ligne de suivi des résultats institutionnels établi par le FIDA. Ce processus automatisé vise à filtrer les résultats présentés à l'aune des indicateurs de projet pour définir la contribution aux cibles pertinentes des ODD, afin que le FIDA puisse mieux comprendre comment son action, à l'échelle de ses projets, concourt à la concrétisation des ODD. La contribution de chaque projet à la réalisation des cibles des ODD est présentée dans le Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO), avec un résumé de haut niveau des objectifs et une ventilation des résultats particuliers par cible. Dans la section du cadre logique du SGRO établie pour tous les projets, les indicateurs de base du FIDA sont désormais reliés, sous l'onglet ODD, aux ODD auxquels ils correspondent. Les données relatives à chaque indicateur de base du FIDA sont associées à une cible directe ou indirecte des ODD. Il est facile de les exporter au format PDF ou Excel. Elles peuvent aussi être regroupées dans des rapports exportables. Le FIDA est ainsi mieux en mesure de présenter des rapports à ses partenaires et d'adapter ses opérations pour optimiser sa contribution à la réalisation des ODD, en particulier les ODD 1 et 2.
8. Par ailleurs, ces travaux étayeront de manière fondamentale la stratégie de financement du FIDA. Fort de la solide note de crédit qu'il a récemment obtenue, le Fonds examinera les possibilités de financer ses activités en procédant à des placements auprès d'investisseurs institutionnels privés à impact ne faisant pas partie des cercles de bailleurs de fonds traditionnels. Il émettra ces obligations au titre de son cadre de financement du développement durable, qui s'appuiera pleinement sur le travail de mise en correspondance effectué dans la perspective du futur rapport d'impact du Fonds.

B. Contribution aux priorités thématiques transversales

9. Conformément à la résolution sur l'examen quadriennal complet, le FIDA s'emploie à intégrer l'action climatique et la biodiversité de manière plus systématique et efficace dans ses opérations. Il joue régulièrement à cet égard un rôle de chef de file au sein du système des Nations Unies pour le développement. Les considérations climatiques et environnementales sont actuellement prises en compte dans tous les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) du FIDA. Durant la période couverte par la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) (2022-2024), le Fonds s'efforcera d'accroître la proportion des financements climatiques à 40% de son programme de prêts et

dons pour FIDA12, contre un niveau cible de 25% pour FIDA11. Le Fonds s'emploie aussi à mieux intégrer la biodiversité, y compris l'agrobiodiversité, dans ses opérations. Une stratégie pour la biodiversité sera élaborée pour FIDA12, laquelle définira une approche visant à intégrer la diversité biologique dans les programmes de pays du FIDA.

10. Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) complète le programme de prêts et dons de base du FIDA. Établi en 2012, l'ASAP est une source de financement supplémentaire à effet catalyseur qui permet d'intensifier et d'intégrer les activités d'adaptation aux changements climatiques dans l'ensemble des nouveaux investissements du FIDA, qui s'élèvent à 1 milliard d'USD par an. Une nouvelle phase de ce programme – appelée ASAP+ –, qui met davantage l'accent sur l'atténuation, le renforcement des capacités et la participation à l'élaboration des politiques en vue de changements systémiques – a été lancée dans le but de renforcer la résilience. Elle privilégiera les besoins des pays à faible revenu et en situation de fragilité et visera à accroître la résilience climatique de 10 millions de ruraux vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes, les populations autochtones et d'autres groupes marginalisés. Grâce à l'ASAP+ et à la mobilisation de financements de plus en plus importants auprès de fonds climatiques et environnementaux (le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour l'adaptation), le FIDA renforcera l'aide qu'il apporte à ses États membres dans le cadre de la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux axés sur le climat, notamment leur contribution déterminée au niveau national, élément central des accords climatiques internationaux et, en particulier, de l'Accord de Paris.
11. Le FIDA cherche également à avoir un impact dans ce domaine en participant activement aux instances et aux processus internationaux des Nations Unies concernant les changements climatiques et la biodiversité. Il peut mettre à profit son expérience et tirer des enseignements de ses programmes de pays pour contribuer davantage au débat mondial sur les enjeux de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets. Par exemple, le FIDA, à l'instar d'autres organismes, continue de promouvoir le programme pour une « transition équitable ». Ce dernier est un élément important de l'Accord de Paris, qui vise à encourager une vision et un processus fondés sur le dialogue pour faire face aux changements climatiques. Le programme, auquel souscrivent tous les groupes de parties prenantes et les gouvernements, doit être négocié et mis en œuvre dans les contextes géographiques, biophysiques, stratégiques, culturels, sociaux et institutionnels spécifiques. Pour assurer la poursuite de ce programme, il faudra également que les membres du système des Nations Unies pour le développement mènent une action collective, donnant lieu toutefois à une prise de décisions fondées sur des faits probants, des données et des valeurs.
12. Grâce à sa participation au Comité de haut niveau sur les programmes et au Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies, le FIDA joue un rôle de premier plan dans le cadre de l'élaboration de l'approche commune des Nations Unies pour la biodiversité et les solutions fondées sur la nature, laquelle vise à intégrer ces questions dans la planification et l'exécution des politiques et des programmes des Nations Unies, dans une perspective de développement durable. Dans ce contexte, les membres du personnel du FIDA ont collaboré avec leurs homologues du système des Nations Unies pour le développement dans le but d'assurer la prise en compte systématique des questions de biodiversité et de mobiliser une action collective pour remédier aux facteurs à l'origine de la perte de biodiversité, restaurer les écosystèmes et, en fin de compte, améliorer les liens entre les êtres humains et la nature.

13. Comme indiqué plus en détail dans l'encadré 1, la participation du FIDA à des instances internationales, comme la Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et les sommets consacrés à l'action climatique et à la biodiversité au cours des dernières années, est un autre aspect important de l'action menée par le FIDA pour atteindre ses objectifs dans ces domaines.
14. Le FIDA a également joué un rôle moteur dans la conception et la préparation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Le Fonds, qui a été désigné organisme chef de file des Nations Unies pour la piste d'action n° 4 « Promouvoir des moyens de subsistance équitables », contribue à la formulation de propositions innovantes afin que les petits exploitants et les autres habitants des zones rurales soient au cœur de l'action menée en faveur de la transformation des systèmes alimentaires et de la réalisation des ODD, et que des coalitions de parties prenantes des secteurs public et privé appuient la mise en œuvre des solutions proposées. Le FIDA contribue à l'organisation et à la coordination du Sommet en participant au Comité consultatif, au Groupe des Amis et à l'Équipe spéciale des Nations Unies. Il contribue aussi aux travaux du secrétariat du Sommet, auprès duquel il a notamment détaché deux membres de son personnel.
15. Le FIDA est déterminé à promouvoir la viabilité de l'environnement non seulement dans le cadre de ses opérations, mais aussi dans ses bureaux. Conformément à la résolution sur l'examen quadriennal complet, qui demande à toutes les entités du système des Nations Unies pour le développement de réduire leur empreinte climatique et écologique, le FIDA continue de trouver des moyens d'amenuiser ses émissions de carbone et d'améliorer sa viabilité environnementale. Son modèle de décentralisation devrait, à long terme, permettre d'utiliser les ressources de manière plus rationnelle et de limiter les déplacements. Le recours accru à des outils numériques et en ligne contribuera aussi à amoindrir son empreinte environnementale. En 2021, le bâtiment du siège du FIDA a obtenu, pour la seconde fois, la certification platine de Leadership in Energy and Environmental Design (LEED), système de notation des bâtiments écologiques reconnu sur le plan international et mis en place par le United States Green Building Council. LEED vérifie de manière indépendante les caractéristiques écologiques des bâtiments et s'assure qu'ils sont conçus de manière à permettre non seulement de réduire les frais de fonctionnement, mais aussi d'utiliser l'énergie de manière rationnelle et de réduire les impacts de l'empreinte carbone.

Encadré 1

Participation du FIDA aux instances internationales des Nations Unies**Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques – Conférence des Parties**

Entre les conférences des parties, le FIDA assiste aux réunions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) et de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI), auxquels il soumet des éléments probants.

Le FIDA participe à la Conférence des Parties, à laquelle il envoie une délégation (comprenant des membres de la haute direction), organise divers événements et réunions en marge de la conférence, effectue des déclarations en séance plénière et gère des espaces d'exposition. La Conférence des Parties offre aussi la possibilité de donner des exemples de la collaboration entre les OSR puisque, chaque année, un groupe de travail interinstitutions se réunit dans le but de planifier de multiples événements et actions de plaidoyer des OSR. En 2020, le FIDA a tiré parti des résultats obtenus pour préparer un rapport de synthèse à l'intention du Conseil d'administration présentant des informations utiles à l'élaboration de son plan d'action en vue de la COP 26, qui se tiendra à une date ultérieure à Glasgow, dans le but d'optimiser son impact.

L'objectif principal du FIDA pour la COP 26 et durant la période préparatoire consiste à mettre en lumière des solutions concrètes de nature à améliorer la résilience climatique des petits producteurs agricoles et des communautés auxquelles ils appartiennent, et à plaider en faveur d'un ciblage plus efficace du financement de l'action climatique au profit des populations les plus vulnérables. Le Fonds mettra l'accent sur les solutions, en faisant part de son expérience au chapitre de l'adaptation de solutions aux situations particulières des pays, et présentera des arguments en faveur de la prestation d'un appui à la résilience climatique des petits exploitants.

Convention sur la diversité biologique

Le FIDA participera à la COP 15 en dépêchant une petite délégation de représentants de la Division Asie et Pacifique et de la Division de la communication. Il prévoit de collaborer à un certain nombre d'événements tenus en marge de la conférence, et de lancer la version révisée de sa publication phare sur les avantages de la biodiversité, « *The Biodiversity Advantage* », qui montre clairement comment les activités menées par le Fonds pour renforcer la résilience et améliorer les moyens d'existence des petits exploitants contribuent à la conservation et à une utilisation durable de la biodiversité.

Le FIDA a participé aux réunions préparatoires (SBSTA, SBI et autres) durant la période précédant la COP 15. Il contribue également de manière active aux efforts concertés menés par les organismes des Nations Unies pour contribuer au processus du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, notamment le processus consultatif du Groupe de la gestion de l'environnement sur la biodiversité et l'établissement du rapport intitulé « *Supporting the Global Biodiversity Agenda – a United Nations commitment for action to assist Member States delivering on the post-2020 Global Biodiversity Framework* ».

Sommets sur le climat et la biodiversité

Réunion préparatoire du Sommet sur le climat tenu en 2019 à Abou Dhabi. Le FIDA a tenu plusieurs réunions bilatérales, a promu le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et s'est entretenu avec les donateurs de la deuxième phase du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. À la suite de cette réunion, une délégation du FIDA comptant un plus grand nombre de membres a assisté au Sommet sur l'action climatique à New York. Dans la déclaration qu'il a prononcée à l'occasion de ce sommet, le Président du FIDA a fait part du plein appui du Fonds aux efforts menés par le Secrétaire général pour accélérer l'action mondiale face aux changements climatiques. Il a également souligné que l'agriculture doit jouer un rôle essentiel dans tous les débats consacrés aux changements climatiques et que les petits exploitants constituaient un maillon fondamental de la solution. Le FIDA a étayé son message en participant à l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, dans le cadre de laquelle se poursuivent les négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques consacrées à l'agriculture.

Sommet 2020 sur la biodiversité. À l'occasion de ce sommet, le Président du FIDA a souligné l'importance que revêt la biodiversité pour les systèmes alimentaires durables et les petits exploitants. Deux points essentiels sont ressortis d'un message vidéo et du premier Dialogue des dirigeants organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à cette même occasion: i) les changements climatiques et la perte de biodiversité devraient être traités comme des éléments à part entière de la crise qui mine la résilience, la sécurité alimentaire et la nutrition des petits producteurs ruraux et de leurs familles; ii) les petits agriculteurs dépendent de la biodiversité et d'écosystèmes sains; il s'ensuit que des investissements dans une agriculture paysanne tenant compte de la biodiversité, et la gestion communautaire des parcs et des forêts favorisent, à long terme, une biosphère saine propice à la sécurité alimentaire et à la nutrition des populations rurales.

C. Contribution du FIDA à la riposte du système des Nations Unies à la COVID-19

16. La riposte du FIDA à la pandémie reflète pleinement l'importance accordée dans la résolution sur l'examen quadriennal complet au relèvement à la suite de la crise de la COVID-19. Elle comporte trois axes: i) la réaffectation de fonds au niveau des projets existants; ii) la mise en œuvre d'un appui analytique et stratégique; iii) l'établissement du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres. Le Fonds a, jusqu'à présent, réaffecté un montant de 179 millions d'USD dans le cadre de 58 projets exécutés dans 36 pays, et prévoit de réaffecter 43 millions d'USD supplémentaires en faveur de 11 projets de la réserve dans 11 pays dans le but de répondre aux besoins engendrés par l'évolution de la pandémie. Ces ressources servent essentiellement à financer des activités particulières dans le cadre de la riposte à la COVID-19, notamment la facilitation de l'accès à des intrants, aux marchés et à des services financiers, et la mise à disposition d'équipements de prévention et d'informations sur la COVID-19. À ce jour, le FIDA a apporté un appui, sur le plan des politiques et de l'analyse, à 41 pays. Ces analyses contribuent à éclairer les activités à l'intérieur comme à l'extérieur du FIDA, servent de base à la concertation sur les politiques avec les autorités nationales, donnent lieu à une série de publications et favorisent une étroite collaboration avec les autres OSR, d'autres organismes des Nations Unies et la Banque mondiale.
17. À ce jour, 59 projets concernant 70 pays ont été approuvés dans le cadre du Mécanisme de relance; ils bénéficient de fonds du mécanisme d'une valeur totale de 69,3 millions d'USD, ainsi que de cofinancements d'environ 11 millions d'USD. Des financements supplémentaires de 20 millions d'USD prévus pour les projets de la réserve devraient être approuvés au cours des prochains mois. Au total, les projets approuvés devraient profiter à quelque 3,3 millions de ménages, les bénéficiaires étant constitués pour 50% de femmes et pour 25% de jeunes.
18. La riposte du FIDA à la COVID-19 se caractérise par l'importance qu'accorde le Fonds à la collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier les OSR. Toutes les propositions soumises au titre du Mécanisme de relance doivent avoir fait l'objet d'un examen avec les équipes de pays des Nations Unies et les gouvernements avant de pouvoir être approuvées. De même, le FIDA encourage la collaboration avec d'autres organismes dans le cadre de la réaffectation de fonds de projets existants, et il existe divers exemples d'initiatives conjointes financées de cette manière. Le Fonds cherche à collaborer dans la mesure du possible avec le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement. Outre qu'il cofinance, par l'intermédiaire du Mécanisme de relance, un projet de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM) en Eswatini financé par le fonds d'affectation spéciale, le FIDA participe à la conception et à l'exécution de trois projets financés par ce même fonds au Brésil, au Viet Nam et dans la région du Pacifique, en collaboration avec plusieurs autres organismes des Nations Unies.

III. Participation du FIDA à la réforme du système des Nations Unies

19. Le FIDA souscrit pleinement au programme de réforme et a accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre des principales mesures de réforme au cours des dernières années.

A. Alignement sur les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable

20. Le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après le plan-cadre) [auparavant appelé plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)] a été remanié de manière à mieux refléter la nature des relations que les pouvoirs publics et le système des Nations Unies pour le développement entretiennent dans le contexte de leur collaboration à l'appui de la réalisation des ODD. Ce plan-cadre est considéré comme le principal instrument de planification et de mise en œuvre des activités menées par les Nations Unies au niveau des pays à l'appui du Programme 2030. Dans le cadre de ce remaniement, les entités des Nations Unies sont tenues de relier au plan-cadre leurs instruments de planification au niveau des pays. Onze cadres ont été conçus en 2019 et sont mis en œuvre depuis 2020; 32 autres devraient être mis en place dans le courant de 2021 et 31 devraient être élaborés cette année, puis mis en œuvre à compter de 2022. À la fin de 2021, plus de la moitié des équipes de pays des Nations Unies auront remplacé les PNUAD par des plans-cadres.
21. Le FIDA adhère à la vision du Secrétaire général à l'égard d'une nouvelle conception de la configuration du système des Nations Unies pour le développement – de manière à assurer une présence adaptée et dynamique sur le terrain pour répondre aux priorités et aux besoins particuliers des pays, tels qu'ils ressortent des plans-cadres. À ce jour, le FIDA a participé activement à la conception de 18 plans-cadres. En Amérique latine, le pôle du FIDA au Panama a contribué à la formulation de plans-cadres dans plusieurs pays de la région, qui ont débouché sur la signature d'accords entre les gouvernements de Cuba, du Guatemala et du Mexique et les équipes de pays des Nations Unies pertinentes. Grâce à la participation résolue du FIDA à la formulation de ces cadres, ces derniers intègrent un programme de transformation rurale solide et concret. En 2021, les équipes de pays du FIDA sont en mesure de collaborer activement à la conception de cadres de coopération nationaux en El Salvador, au Guyana, en Haïti, au Panama et en République dominicaine. Le processus d'harmonisation des COSOP du FIDA avec les plans-cadres progresse également. Des directives opérationnelles adaptées ont été communiquées à toutes les équipes de pays du FIDA dans le but, notamment, d'assurer le parfait alignement de tous les nouveaux COSOP avant leur approbation. Plus de 60% des COSOP établis pour l'Afrique subsaharienne concordent avec les plans-cadres. Le calendrier retenu pour l'alignement des derniers COSOP dépend de la date à laquelle ces programmes doivent être renouvelés. Sachant que certains d'entre eux ne seront pas achevés avant 2025-2026, le FIDA devrait avoir harmonisé tous ses COSOP et de toutes les notes de stratégie de pays avec les plans-cadres d'ici à la fin de 2026.
22. Outre les plans-cadres, le FIDA a contribué à la réalisation d'une nouvelle analyse commune de la situation dans 13 pays au cours des deux dernières années. Il a participé à cette fin avec les autres OSR à l'examen du secteur agricole et rural et à l'analyse des leviers d'action permettant d'atteindre les cibles de l'ODD 2 dans ces pays. En Érythrée, au Kenya et au Soudan du Sud, le FIDA a collaboré avec les équipes de pays des Nations Unies à l'évaluation des impacts de la COVID-19 sur le secteur économique national, et plus particulièrement sur le secteur agricole, et a constitué une réserve de propositions qui pourraient être financées grâce à une allocation initiale du Mécanisme de relance. Dans plusieurs pays, comme les Philippines, le FIDA appuie l'élaboration de plans globaux de riposte et de gestion des risques dans le but de protéger les moyens d'existence ruraux des répercussions de la COVID-19, en collaboration avec les partenaires du système des Nations Unies pour le développement que sont la FAO, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Dans tous les cas, le FIDA participe activement aux travaux de recherche et aux études diagnostiques.

B. Pacte de financement

23. Le pacte de financement des Nations Unies vise à mettre en place le soutien financier requis pour faire correspondre le système des Nations Unies pour le développement avec les ambitions du Programme 2030. Il définit les mesures concrètes devant être prises par les États membres et par les entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable afin d'assurer des financements stables et prévisibles pour les fonctions de coordination de base du système des Nations Unies pour le développement aux niveaux national, régional et mondial.
24. Le FIDA souscrit aux principes du pacte de financement et contribue au mécanisme de partage des coûts du Groupe des Nations Unies pour le développement durable dans le but de financer un réseau redynamisé de coordonnatrices et coordonnateurs résidents. Le FIDA s'acquitte de cet engagement financier en apportant sa contribution dans les domaines ci-après, conformément aux modalités de partage des coûts:
- i) En ce qui concerne l'accord de partage des coûts du Groupe des Nations Unies pour le développement durable à l'appui du réseau des coordonnatrices et coordonnateurs résidents, le FIDA a doublé le montant de sa contribution annuelle depuis 2018, année durant laquelle les réformes ont commencé, pour la porter de 700 360 USD (en 2017) à 1,4 million d'USD. Il a approuvé un paiement de 1,4 million d'USD pour 2021. L'allocation proposée pour 2022-2023 ne sera guère différente, les projections faisant état d'une légère augmentation de cette contribution, qui devrait passer de 1,4 million d'USD à 1,685 million d'USD.
 - ii) Le FIDA a augmenté sa contribution au dispositif de partage des coûts en faveur du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, laquelle s'est élevée à 191 067 USD en 2020, contre 158 695 USD en 2019.
 - iii) Le FIDA continue de participer au système de partage des coûts de la Commission de la fonction publique internationale et du secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, et a effectué une contribution d'environ 100 000 USD en 2020.
 - iv) Le FIDA continue de recourir aux services des organismes des Nations Unies très présents sur le terrain, qui fournissent divers services financiers, administratifs, informatiques et liés aux ressources humaines contre rémunération, sur la base d'un paiement à l'utilisation.
25. En 2020, le FIDA a continué d'acquitter le prélèvement de coordination de 1% conformément à la résolution 72/279 de l'Assemblée générale.

C. Réformes visant à améliorer l'efficacité (stratégies relatives aux activités d'appui, services d'appui communs et partage des locaux)

26. La résolution sur l'examen quadriennal complet de 2020 comporte une initiative ayant pour objet de resserrer la collaboration des entités du système des Nations Unies pour le développement et, éventuellement, d'harmoniser certaines pratiques opérationnelles à l'échelle du système de manière à réaliser des gains d'efficacité et de renforcer les possibilités de coopération.
27. Le FIDA a pris les devants en mettant à l'essai des solutions visant à améliorer l'efficacité de ses processus opérationnels, notamment en employant des dispositifs innovants comme la technologie des chaînes de blocs. Lors du Forum sur l'avenir de la finance et de l'argent organisé en juillet 2021 par le Réseau Finances et budget des Nations Unies, le Fonds a présenté les résultats probants d'un projet pilote qu'il a lancé pour retracer le circuit suivi par les ressources des donateurs jusqu'aux exploitants au moyen de cette technologie. Si elle était

appliquée à plus grande échelle par le FIDA, cette solution pourrait offrir aux organismes des Nations Unies des possibilités de collaboration susceptibles d'accroître l'efficacité de leurs processus opérationnels.

28. Le FIDA examine également la possibilité de forger des partenariats avec des organismes des Nations Unies animés de la même vision pour obtenir des gains d'efficacité et d'efficacité. Par exemple, il envisage de constituer, avec le PAM, un réseau proposant des services consultatifs au reste du système contre une rémunération leur permettant de recouvrer leurs coûts. Les services proposés pourraient comprendre la conception de solutions numériques, des transformations propices à une plus grande souplesse, la réalisation d'analyses de données approfondies, l'élaboration de stratégies, la restructuration organisationnelle, l'excellence opérationnelle et la gestion des coûts. Bien qu'elle soit encore à un stade initial de sa conception, cette plateforme pourrait également offrir de nouvelles possibilités d'améliorer l'efficacité des processus opérationnels à l'échelle du système des Nations Unies pour le développement.
29. Dans le cadre de sa participation à la réforme du système des Nations Unies et en réponse à la demande du Conseil d'administration en vue de l'obtention de précisions sur les ratios d'efficacité, le FIDA a entrepris de revoir sa classification des coûts et sa méthode d'établissement du coût des projets dans l'optique d'une répartition budgétaire intelligente. Une analyse comparative des mesures d'efficacité d'organisations analogues a été engagée en 2021. Dans ce contexte, le FIDA note la détermination des entités du Groupe des Nations Unies pour le développement durable, dans le cadre du pacte de financement, à améliorer la comparabilité des définitions et des catégories de coût. Ces mesures accroîtront la transparence et favoriseront la tenue d'un dialogue mieux éclairé sur le coût effectif de l'exécution des missions, des programmes et des projets. Compte tenu des résultats de cet examen, et dans le but de renforcer à terme la mesure et la gestion de l'efficacité organisationnelle, le FIDA entreprendra un processus en trois étapes, dans le cadre duquel: i) il accroîtra la transparence en recensant et en présentant les coûts directs et indirects, conformément aux bonnes pratiques et aux cadres de classification des coûts; ii) il mettra davantage l'accent sur l'obtention de résultats, en imputant les coûts directs aux projets concernés, selon une méthode améliorée de gestion des coûts pour déterminer les efforts et les coûts associés à des processus spécifiques; iii) il améliorera la performance en affinant les mesures d'efficacité grâce à l'application des bonnes pratiques adoptées par les banques multilatérales de développement et les entités des Nations Unies.
30. Dans le cadre de l'action qu'il a continué de mettre en œuvre pour examiner et affiner ses politiques et ses processus de gestion des coûts et de budgétisation, le FIDA a participé à trois interventions axées sur l'amélioration de l'efficacité:
 - i) les stratégies relatives aux activités d'appui; ii) les services d'appui communs; iii) le partage des locaux. Ces initiatives ont tiré profit de trois facteurs essentiels, définis par le Groupe des Nations Unies pour le développement durable, puis approuvés par le FIDA en 2020:
 - la déclaration de reconnaissance mutuelle, qui permet à une entité des Nations Unies d'obtenir des services d'une autre entité des Nations Unies si cette dernière peut assurer les services requis de manière plus efficace (signée par le Président du FIDA en janvier 2020);
 - les principes standard de satisfaction des clients, qui ont pour objet d'assurer le respect de normes minimales de qualité pour les services fournis (signés par le Président du FIDA en décembre 2020);
 - les normes standard d'établissement des prix et des coûts d'un service, qui sont fixées à l'échelle du système des Nations Unies (signées par le Président du FIDA en décembre 2020).

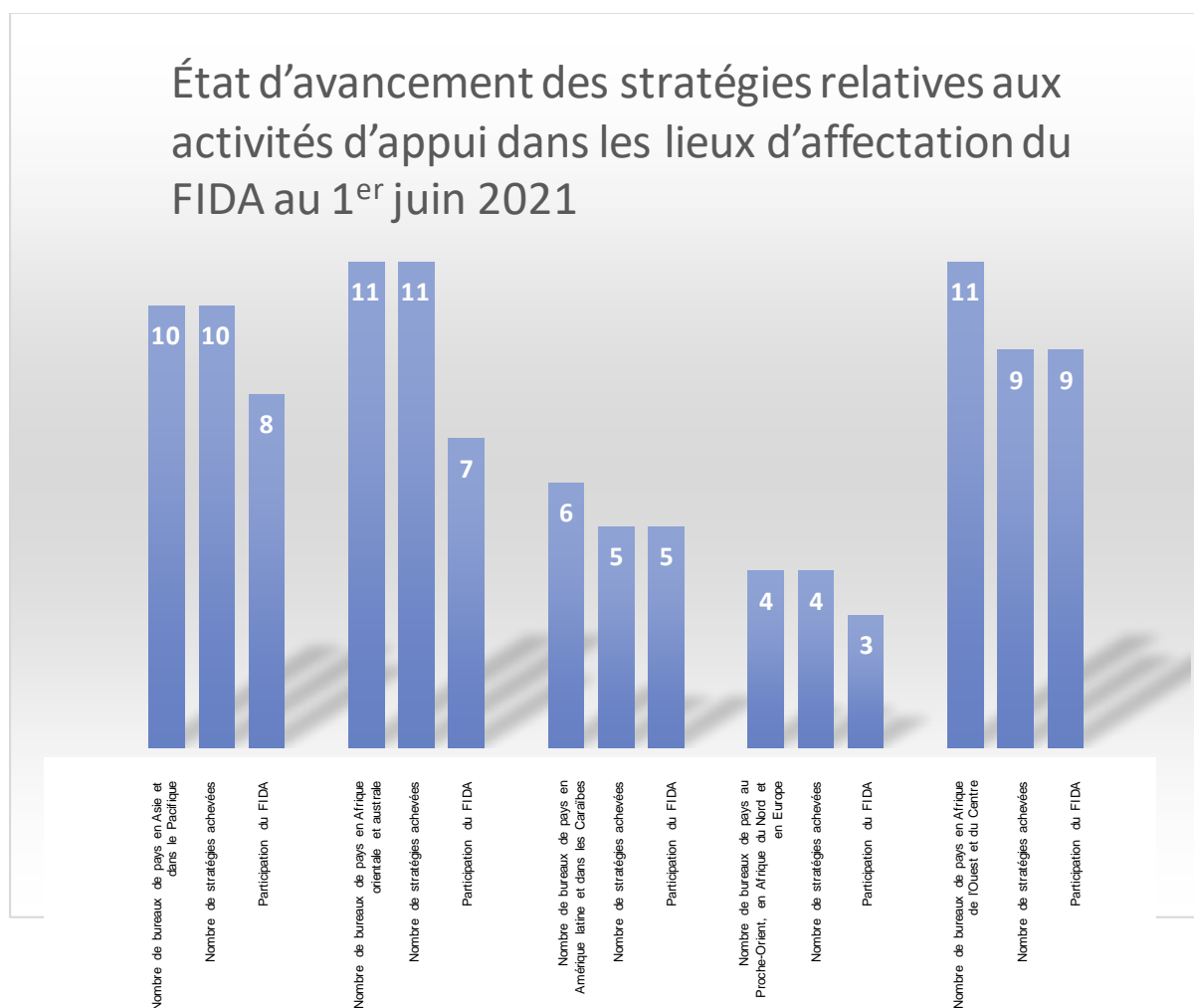
31. Des progrès ont été réalisés, conformément à ces principes, dans les trois domaines d'intervention:
- i) **Stratégies relatives aux activités d'appui:** les stratégies relatives aux activités d'appui mettent l'accent sur les activités de collaboration et visent à éliminer les doubles emplois, à tirer parti du pouvoir de négociation collective du système des Nations Unies et à optimiser les économies d'échelle. Un groupe de travail interdépartemental constitué à cette fin veille à ce que le personnel soit informé de cet important programme et définisse de concert la participation du FIDA à la mise en place des stratégies pertinentes. Le groupe examine les stratégies élaborées au niveau des pays en étroite consultation avec les équipes de pays du FIDA afin de s'assurer que tous les services communs qui répondent aux besoins du FIDA en matière de qualité, de souplesse et d'efficacité par rapport au coût sont dûment pris en compte dans les documents de stratégie. À ce jour, le FIDA a donné son aval à 32 stratégies relatives aux activités d'appui, qui couvrent toutes les régions où il intervient. Il participera à toutes les stratégies mises au point dans la région Asie et Pacifique et dans la région Amérique latine et Caraïbes, ainsi qu'à la plupart de celles établies dans les trois autres régions. Le groupe contribue également à garantir que le FIDA, en tant que membre des équipes de pays des Nations Unies, a accès aux stratégies relatives aux activités d'appui déjà mises en place et à la nouvelle plateforme numérique créée pour ces stratégies.
 - ii) Afin de contribuer dans une plus large mesure au cadre des stratégies relatives aux activités d'appui et de promouvoir la collaboration entre les OSR, le FIDA a participé au début de l'année à la phase pilote du pôle de réservation pour les services humanitaires [Humanitarian Booking Hub (HBH)]. Ce dernier est une plateforme en ligne dont les Nations Unies ont l'exclusivité, administrée par le PAM. Il permet aux entités des Nations Unies, y compris au personnel et aux responsables du FIDA, d'effectuer des réservations en vue de déplacements et d'exploiter des services de covoiturage de manière à optimiser les opérations sur le terrain et l'utilisation des parcs de véhicules. Il normalise également les processus opérationnels, automatise le suivi des demandes et améliore la prestation de services en procédant à un suivi en temps réel de la satisfaction des clients et, par conséquent, en favorisant les synergies et les gains d'efficacité. Cette plateforme, créée par les Nations Unies, a été conçue conformément aux principes de la reconnaissance mutuelle, de la détermination des coûts et de la satisfaction des clients. Étant donné les commentaires positifs formulés par les équipes du FIDA qui l'ont utilisée durant la phase pilote, le Fonds a l'intention de renouveler pour un an son abonnement à la plateforme. Il procédera par la suite à son renouvellement sur une base annuelle si les utilisateurs du FIDA continuent d'être satisfaits.
 - iii) **Services d'appui communs.** Le FIDA a pour l'instant recours aux services d'un seul organisme d'hébergement sélectionné localement dans chaque lieu d'affectation. Dans la majorité des cas, le Programme des Nations Unies pour le développement joue ce rôle pour le FIDA dans différents lieux d'affectation, les infrastructures des bureaux du FIDA dans le monde n'étant guère développées, notamment en ce qui concerne les services ayant trait aux opérations bancaires ou aux états de paie. Soucieux de l'utilisation optimale des ressources, le Fonds tient à acquérir des services qui correspondent le mieux à ses exigences en matière de prix et de qualité: comme son modèle opérationnel diffère de ceux d'autres organismes des Nations Unies, les services proposés par ces derniers ne présentent pas tous un intérêt dans son cas. Des services d'appui communs devant être mis en place entre 2022 et 2024, le FIDA continuera de suivre l'évolution de la

situation dans ce domaine. Les bureaux de pays du Fonds devraient bénéficier, sur la base du partage des coûts, de six activités d'appui mutualisées: i) des services administratifs communs, y compris de partage des locaux/installations; ii) des services communs axés sur les ressources humaines; iii) des services communs de passation des marchés; iv) des services communs de logistique; v) des services financiers communs; vi) des services informatiques communs.

- iv) **Partage des locaux.** Le programme de renforcement de l'efficacité établi dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement vise à assurer l'occupation partagée de 50% des locaux à la fin de 2021. Les locaux partagés s'entendent des locaux hébergeant au moins deux entités des Nations Unies présentes au niveau du pays. Le FIDA a déjà atteint cette cible puisqu'il partage plus de 50% de ses bureaux avec d'autres organismes des Nations Unies.

Graphique 1

État d'avancement des stratégies relatives aux activités d'appui dans les lieux d'affectation du FIDA au 1^{er} juin 2021



D. Réseau des coordonnatrices et coordonnateurs résidents

32. Le FIDA sait qu'un réseau redynamisé des coordonnatrices et coordonnateurs résidents (ci-après le réseau) contribuera au renforcement du système des Nations Unies pour le développement.
33. Au 1^{er} avril 2021, plus d'un tiers des coordonnatrices et coordonnateurs résidents avait été renouvelé après le transfert du réseau au Secrétariat en 2019, ce qui a permis de diversifier la composition du réseau et de recruter de nouveaux talents. Les résultats du sondage mené en 2020 au sujet du chapitre relatif au niveau des pays du cadre de gestion et de responsabilité, qui sont basés sur les réponses apportées par 76 coordonnatrices et coordonnateurs résidents et 467 équipes de pays des Nations Unies, font état des progrès réalisés en vue de la constitution d'une capacité de coordination de base dans tous les bureaux des coordonnatrices et coordonnateurs résidents. Le FIDA a également proposé des candidats à des postes de coordonnatrice ou coordonnateur résident.
34. Le FIDA continue de participer au fonctionnement du nouveau réseau. Sa présence dans les pays lui permet d'établir des relations plus étroites avec le réseau et les BCR. Dans les pays où il n'était pas présent, le Fonds a organisé des visites de directeurs et directrices de pays à l'occasion d'importantes réunions et journées de réflexion des équipes de pays des Nations Unies. Au cours de l'année écoulée, marquée par la pandémie de COVID-19, il lui a également été possible de se joindre à ces réunions virtuelles, de manière à assurer la poursuite de sa participation.
35. L'accroissement des interactions entre les directrices et directeurs de pays du FIDA et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents devrait renforcer la compréhension mutuelle des fonctions, des attributions, des missions et de la portée des opérations et, par conséquent, améliorer les modes de collaboration. Le nouveau cadre de gestion et de responsabilité du réseau contribue à harmoniser les mécanismes de responsabilisation verticale des organismes avec le dispositif de responsabilisation horizontale du réseau. Par exemple, le FIDA est actuellement l'une des 18 entités des équipes de pays des Nations Unies pour laquelle les coordonnatrices et coordonnateurs résidents contribuent à l'évaluation de la performance des directrices et directeurs de pays. Le FIDA sait que les directrices et directeurs de pays sont davantage incités à soutenir la réforme lorsque des liens sont établis entre cette dernière et les mécanismes d'évaluation et de notation de leur performance. Cette structure incitative ne pourra que s'améliorer dans le cadre du processus de décentralisation du FIDA et grâce aux interactions régulières entre les organismes, les équipes de pays des Nations Unies et les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, qui permettront de déterminer l'ampleur de la collaboration et de définir des attentes réalistes pour la contribution au programme de réforme.

IV. Collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome en vue de la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies

36. Le FIDA a pris l'initiative de s'associer aux autres OSR pour procéder à la mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies et à l'application de la résolution sur l'examen quadriennal complet.
37. Au niveau institutionnel, des programmes communs établis entre les OSR et avec d'autres membres du système des Nations Unies pour le développement ont été mis en œuvre dans des domaines d'intérêt commun, notamment le Programme conjoint Sahel exécuté par les OSR. Le Programme conjoint Sahel en réponse aux défis COVID-19, conflits et changements climatiques (SD3C) offre un bon exemple des opérations menées par le FIDA en collaboration avec les autres OSR et des

entités du système des Nations Unies pour le développement. Le SD3C, dont la mise en œuvre est déjà bien avancée, répond à l'appel lancé par les États membres en vue de la réalisation par les OSR d'actions conjointes pour contribuer à relever les défis dans la région. Il comprend six accords de financement portant sur un montant total de 180,4 millions d'USD. Le FIDA affectera des financements pour mettre à disposition une expertise technique spécialisée, favoriser la coordination avec d'autres institutions financières internationales et intégrer les objectifs du Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel dans les projets qu'il finance. Dans le cadre de ses projets, le FIDA financera et appuiera l'exécution de toutes les activités concernant: i) l'accès aux marchés et l'ajout de valeur; ii) le renforcement des capacités en matière de compétences financières de base; iii) l'appui apporté aux organisations paysannes régionales et à leurs sections nationales; iv) le soutien à l'entrepreneuriat, en particulier des jeunes et des femmes; v) la promotion des marchés régionaux et des échanges transfrontaliers; vi) la réalisation de transactions sécurisées dans les régions frontalières grâce aux outils de la finance numérique; vii) la remise en état de routes stratégiques de manière à relier les bénéficiaires aux marchés; viii) la promotion de forums transfrontaliers pour les jeunes et les femmes. Le FIDA exploitera par ailleurs la place qu'il occupe dans le paysage du développement pour faciliter la participation d'autres acteurs régionaux importants, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel et l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Le FIDA a associé différents partenaires au programme et joue le rôle de facilitateur du partenariat depuis sa constitution. L'expérience des OSR dans le Sahel leur permet de rapidement mettre en œuvre leurs activités et d'accroître l'échelle de leur collaboration pour appuyer la réalisation des ODD et assurer l'établissement de liens entre les domaines thématiques. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* – rapport établi conjointement par les trois OSR, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé sur la base de l'analyse de données et de faits concrets concernant les évolutions et les facteurs de l'insécurité alimentaire – est un autre exemple notable des activités menées en collaboration par les OSR et le système des Nations Unies pour le développement.

38. Les OSR continuent de renforcer leur collaboration au niveau des pays. À cette fin, ils coopèrent étroitement avec les différentes équipes de pays des Nations Unies, sous la direction de la coordonnatrice ou du coordonnateur résident de manière à assurer l'harmonisation des actions menées dans le pays et la réalisation du Programme 2030, conformément à l'appel lancé durant la Décennie d'action des Nations Unies. La collaboration s'est resserrée à la suite de la déclaration de reconnaissance mutuelle et de l'application des principes porteurs de la réforme des Nations Unies, qui accroissent la souplesse des opérations et éliminent les obstacles à la collaboration dus à l'application de politiques, de règles et de procédures incohérentes ou incompatibles par les différentes entités des Nations Unies.
39. Bien que leur collaboration soit en elle-même une priorité, les OSR perçoivent de plus en plus clairement qu'il est important de ne pas en faire un objectif indépendant, mais de l'ancrer dans le contexte de la réforme du système des Nations Unies et du Programme 2030. Il faudra pour cela: i) veiller à ce que les activités de planification conjointe des OSR s'inscrivent dans le contexte de l'analyse commune de pays et du plan-cadre (comme indiqué précédemment); ii) reconnaître que les services institutionnels au niveau des pays – y compris les stratégies relatives aux activités d'appui et les services d'appui communs – seront de plus en plus fréquemment assurés dans le contexte commun de la réforme du système des Nations Unies, sous la houlette des équipes de pays des Nations Unies.

V. Conclusion et prochaines étapes

40. Le FIDA se félicite de la réforme du système des Nations Unies et de son ambitieux objectif, qui consiste à mettre sur pied une solide coalition de partenaires travaillant de concert à la poursuite d'un objectif commun: le Programme 2030. En 2021, la réforme du système des Nations Unies pour le développement portera sur la mise en œuvre des derniers aspects du programme de réforme, mais donnera également lieu à l'examen des éléments auxquels il importe d'apporter des ajustements pour pouvoir contribuer plus efficacement aux efforts conjoints du système des Nations Unies pour le développement et des gouvernements nationaux.
41. La mise en œuvre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement ne faisant que commencer, le FIDA continuera de mettre à l'essai et d'évaluer les moyens de tirer le meilleur parti des changements qui s'annoncent tout en demeurant pleinement conscient de sa taille modeste par rapport aux autres organismes et du fait qu'il est à la fois une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies. Il souscrit par conséquent au principe d'un programme commun dans le contexte du processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement exploitant les caractéristiques particulières et les avantages comparatifs des différents organismes dans le cadre d'un effort collectif ayant pour objet de repositionner le système pour lui permettre de réaliser le Programme 2030.
42. Le FIDA contribuera donc à la mise en œuvre d'une série d'instruments de réforme qui sont particulièrement pertinents dans son cas. Il veillera ainsi à assurer la pleine cohérence de ses COSOP avec le principal instrument de planification stratégique au niveau des pays du système des Nations Unies pour le développement. Il collaborera également résolument au programme de renforcement de l'efficacité établi dans le cadre du système des Nations Unies pour le développement et fera pleinement concorder son action avec les stratégies et processus opérationnels dans tous les pays où il intervient. Bien que les améliorations apportées dans le domaine de l'efficacité ne soient pas nécessairement notables à court terme, le FIDA adoptera un processus d'apprentissage par la pratique, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre d'initiatives axées sur l'efficacité (par exemple la passation de marchés sélective pour des services d'appui communs) de manière à être en mesure de bénéficier des nouveaux produits et services.
43. Sachant qu'il reste moins de 10 ans pour réaliser le Programme 2030, le FIDA continuera de collaborer, participer et travailler activement selon les modalités décrites dans le présent document, en veillant à faire preuve de prudence dans le domaine financier et à utiliser ses ressources de manière optimale, et il tiendra le Conseil d'administration dûment informé.

Country-level examples of IFAD engagement in the implementation of United Nations reform products

Examples where IFAD is participating actively in preparation of a new CCA	
Country	Activity representing engagement in UN Reform implementation
China	IFAD supported the development of the new CCA in 2019. In partnership with the other RBAs, IFAD jointly produced a review of the agriculture and rural sector in China as an input to the CCA.
Kenya	Worked with the UNCT in conducting the assessment of the impacts of COVID-19 on the country's economic sector, including Agriculture. IFAD Country Team as supported the Ministry of Agriculture to develop a pipeline of proposals that could be financed from the initial allocation of RPSF. One proposal has been submitted for IFAD consideration. In addition, IFAD is supporting the development of the Comprehensive Response and Integrated Agricultural Risk Management Plan for ensuring food and nutrition security amidst COVID-19, in collaboration with HELP Logistics, through the National Food Security WAR Room. A Supply Chains Resilience Modelling Tool has been developed and presented by HELP Logistics to the Ministry of Agriculture Livestock Fisheries and Cooperatives. The modelling tool is currently being tested with data from a number of counties and the result of this pilot will inform rollout into other counties.
Indonesia	IFAD supported the development of the new CCA.
Philippines	The UNCT is currently undertaking an update of the existing CCA to adjust it for Covid19. IFAD (together with FAO, WFP and UNICEF) is contributing to this update by supporting an assessment of impact of Covid19 on food systems.
Bangladesh	IFAD joined with FAO and WFP to contribute to drafting the new CCA.
Eritrea	IFAD contributed to the UNCT Rapid Assessment of the Socio Economic Impacts of the COVID-19 .The assessment was undertaken by the UNCT led by UNDP with IFAD & FAO inputs on the agriculture, food security and rural livelihoods section. The assessment has informed the preliminary needs for the UNCT Recovery Plan for Eritrea.
South Sudan	IFAD-FAO joint country analysis of the impacts of COVID-19 on food security and agriculture, for UNCT in South Sudan. FAO leading the common country analysis. IFAD contribution (USD 10,000).
Vietnam	IFAD has joined the group preparing the CCA and is contributing to salient themes such as COVID-19 response, climate change resilience, youth and gender – socio-economic empowerment, microfinance and pro-poor value chain development.
Cairo MENA Hub	IFAD is actively involved in the preparation of 11 papers of the CCA as either co-author or quality assurance.
Egypt	IFAD participated in the review of the CCA Diagnostic paper on water management for Egypt.

Tajikistan	IFAD is following the finalization of a new CCA to be completed by end of 2020.
Morocco	IFAD engaged in the development of the CCA.
India	IFAD India is engaging in the planning of the CCA and will make sure to contribute substantially, along with the RBAs and other development-oriented UN sister agencies (UNDP, UNIDO, UNCDF, ILO).
Maldives	IFAD contributed to themes such as food security, nutrition, fisheries, agriculture, and climate change and environment to strengthen the CCA narrative. The other RBAs have limited presence in the Maldives. In line with its inputs in the CCA, IFAD contributed to the drafting of the narratives on food security, nutrition, fisheries, agriculture and climate change and environment. In addition, IFAD participated in all the four outcome groups and the relevant consultations with the government and other stakeholders.
Pacific	IFAD led the joint IFAD, FAO, UNICEF and WFP report elaboration on "Reinforcing Pacific Food Systems for COVID-19 recovery -Key impacts, responses and opportunities to build back better" ¹
Pakistan	IFAD has participated in the CCA, and is member of the Programme Management Team.
Sri Lanka	Sri Lanka has just begun the CF process. IFAD is providing inputs to all the five CCAs in Sri Lanka: People, Prosperity, Planet, Peace and Partnerships.
Ecuador	IFAD is actively involved in the update of the CCA to be completed by July 2021. IFAD has provided inputs on food security, family agriculture and impact of climate change in agriculture.
Argentina	IFAD is actively involved in the update of the CCA, trying to ensure that the rural dimension was appropriately covered. IFAD had participated in the writing of the CCA.
Cuba	IFAD participated in the preparation of CCA.
Mexico	IFAD participated in the preparation of CCA.
Guatemala	IFAD participated in the preparation of CCA.

¹ https://www.ifad.org/documents/38714170/39155702/pacific_fs_covid_pre-report.pdf/3629f97a-7a04-9d86-19b2-8213b421d616?t=1621428161051.

Panama	IFAD participated in the preparation of CCA.
El Salvador	IFAD is actively participating in working groups focused on CCA discussions. The study “Characterization of rural spaces in El Salvador”, which was developed within an IFAD-funded grant - implemented by IFAD - focused on new narratives about rural development, has provided critical inputs to the CCA on this topic
Haiti	IFAD contributed through the UNCT to the 5th Secretary General’s Report on Haiti, whose drafting was led by BINUH, particularly on two sections pertaining to Benchmarks 5 and 6, namely: Unemployment, youth and other vulnerable groups (benchmark 5); Basic social service delivery and resilience (benchmark 6).
Guinea Bissau	IFAD contributed significantly to the CCA in GB.
Sierra Leone	IFAD was fully involved in providing contribution to update the CCA. IFAD’s contribution was made under the thematic area on climate change and environment analysis.
Gambia (The)	IFAD has participated in the consultations during the development of the CCA. IFAD together with other RBA’s will be contributing on agriculture and resilience in the next CCA.
Ghana	IFAD designated a focal point to join all meeting on the preparation of the CCA process and to support the finalization of the CCA.
South Africa	IFAD participated actively in the preparation of the CCA, which was completed in 2020
Rwanda	IFAD actively participating in the ongoing CCA, which will inform the UNSDCF.
Tanzania	IFAD actively participating in the ongoing CCA. Indeed, thanks to IFAD’s engagement of IFAD, “Increase Productivity & Income of Smallholder Farmers” is one of the accelerators in the CCA and also for the upcoming UNSDCF.
Examples where IFAD participated actively in design of a new UNSDCF, and if possible examples where we have already been a co-signatory of the new UNSDCF	
Country	Activity representing engagement in UN Reform implementation
Colombia	The process of formulating a new UNSDCF supported the revision and adjustments to the country plans of all UN agencies in Colombia. Strategic meetings have been held between FAO, IFAD, and WFP as efforts to ensure a coordinated approach to the design of the new UNSDCF through dialogues with UNCT and Government.
Cambodia	IFAD participated in the development of the new UNSDCF and is a co-signatory of the cooperation framework.

Mexico	IFAD participated in the preparation of Mexico's UNSDCF and alignment of this process with our COSOP formulation resulted in teaming up with FAO, ILO and UNIDO for developing a concept proposal which has been awarded preparatory financing (USD 85 000) from the SDG Fund to develop a larger proposal (4 years/USD 10 million). Through this joint SDG-funded initiative we intend to support risk capital mechanisms for organizations of small producers, including forestry and agroforestry producers, and strengthen financial intermediaries so that they can adequately analyse the risks and provide credit lines from the Banca para el Desarrollo (FIRA) and other public banks.
China	IFAD participated in the development of the new UNSDCF and will be a signatory (document to be signed soon).
Guyana	IFAD is liaising closely with the UNCT. The IFAD funded HESAD repurposing is a contribution to the UN system country response to COVID19. Next week, IFAD is commencing its country strategy consultations together with FAO. IFAD's country strategy consultations will also feed into the new UNSDCF to be designed next year, and the new project will contribute to common country objectives. A new GCF design jointly with FAO and UNEP is starting and a UN common country analysis has just commenced. IFAD also contributed to the socio economic recovery plan led by UNDP and UNICEF.
Guatemala	IFAD is leading a set of technical workshops with local stakeholders within the negotiation of the upcoming UNSDCF 2021-2025 with regards to Pillar 1 "Economic growth and poverty reduction". The focus of the workshops is on women, youth, indigenous peoples and afro-descendant populations. Local stakeholders include Planning Secretariat, Ministries of Economy, Agriculture, Social Development, Research National Council, Academy, among others.
Bhutan	IFAD participated in the development of the new UNSDCF and is a co-signatory of the UNSDCF.
Indonesia	IFAD participated in the development of the new UNSDCF and is a co-signatory of the cooperation framework.
Bangladesh	IFAD participated in the development of the new UNSDCF, and contributed to the drafting (not yet signed).
Turkey	IFAD coordinated the reflections over the transformation of rural economies through climate resilient market oriented agriculture and sustainable natural resources management and also took part in the new UNSDCF (to be signed) and completed the Agency Capacity Assessment and Statement.
Uzbekistan	IFAD is participating and will be a co-signatory of the UNSDCF and contributed to the action plan for enhanced GoU-UN cooperation.
Georgia	IFAD is participating and will be a co-signatory of the UNSDCF.
Iraq	IFAD participated in the working group on natural resource management, climate change and Disaster Risk Management for the UNSDCF.
Morocco	IFAD is making an active contribution to the UNDAF evaluation.
Mali	In fragile settings, where the combination of humanitarian, development and security challenges requires particularly well-coordinated activities and approaches, IFAD has attached the utmost importance to working with and through the Office of the UN Resident Coordinator in support of the UNSCDF. The case of Mali is particularly noteworthy, as the UNRC

	serves an essential coordinating role in ensuring that development partners work in a coherent manner and constructive manner.
WCA (COSOP UNSDCF alignment)	Since the beginning of 2019, the WCA region has developed 14 new COSOPs and three new Country Strategy Notes (CSNs), each one of which was based in large part on the UNSDCF and reflect consultations with the UN Resident Coordinator and members of the UN Country Team, particularly the Rome Based Agencies (WFP and FAO). Each of the COSOPs contains a results management framework that spells out how the various COSOP strategic objectives aligns with the UNSDCF objectives.
Afghanistan	IFAD is presently contributing to the development of the ToC and outlining of the key objectives and outcome narrative of the SDCF Results Framework in Afghanistan. IFAD also participated in the evaluation interview of the last UNDAF/UNSDCF Partnership Framework.
Bangladesh	The draft of the UNSDCF is complete and UNCT presented the draft to government. The RCO has received comments from all line ministries and IFAD, as part of UNCT, will respond to the final comments in the coming weeks. The country team continues to participate in the five strategic group discussions to finalize the outcome and output narratives, indicators and targets.
Lao PDR	IFAD has participated in the process and the UNSDCF is currently being finalized. IFAD will be a signatory.
Maldives	IFAD working closely with the Resident Coordinator's Office and the UNCT to formulate the UNSDCF. This was put on hold in 2020 due to the COVID-19 pandemic.
Pakistan	IFAD is involved in the process of UNSDCF (2023-2027) development, initiated in 2021.
Philippines	IFAD is signatory of the Partnership Framework for Sustainable Development (PFSD), former UNDAF. New UNSDCF not yet elaborated. IFAD is supporting the CCA through the UNCT. Last UNSDCF/UNDAF(called PFSD in Philippines) signed in 2019 (IFAD was a signatory). New UNSDCF scheduled for 2022-23, after Elections (May 2022). UN Socioeconomic and Peace Building Framework for COVID19 under preparation, IFAD actively participating through UNCT. See below under SERF: The UN Socioeconomic and Peace Building Framework in the Philippines is the equivalent of the SERF
Viet Nam	As active UNCT member, we have contributed to completing UNSDCF, which is at its final stage being consulted with national and sub-national stakeholders for finalization.
Peru	IFAD is actively participating the development of the new UNSDCF and will be a signatory (document to be signed by August 2021). IFAD has participated in the working groups on inclusive productivity and competitiveness, as well as in the climate change and natural resource management.
Argentina	IFAD participated in the development of the UNDSDCF and the Country Director has signed the UNSDCF.
Paraguay	The UNDSDCF was prepared in 2019. IFAD got the delegation of authority of the President to allow the UN CR to sign it on behalf of IFAD.
Bolivia	IFAD is going to be involved in the formulation of the new UNDSDCF.

Cuba	IFAD participated in the development and negotiation of new UNSDCFs, being an official co-signatory of the cooperation framework.
Mexico	IFAD participated in the development and negotiation of new UNSDCFs, being an official co-signatory of the cooperation framework.
Guatemala	IFAD participated in the development and negotiation of new UNSDCFs, being an official co-signatory of the cooperation framework. During the UNSDCF negotiation, IFAD led an inter-institutional working group composed by UN Agencies and public institutions, which was focused on inclusive economic growth. Currently, within the UNSDCF implementation stage, IFAD is co-leading, along with UNDP, an inter-agency working group on that topic.
Panama	IFAD participated in the development and negotiation of new UNSDCFs, being an official co-signatory of the cooperation framework.
El Salvador	IFAD is actively participating in working groups focused on UNSDCF negotiation. The new UNSDCF is expected to be signed by July 2021. IFAD will be a co-signatory UN organization and it is involved in several of the pillars of this cooperation framework.
Caribbean	IFAD will be participating – for the first time – in the new Multi-Country SDCF in the Caribbean. This will be an interesting opportunity for IFAD to explore a Multi-Country Strategic Note for Caribbean SIDS within the upcoming IFAD’s SIDS strategy.
Haiti	IFAD harmonized its COSOP drafting process with UNCT’s new UNSGCF, both of which will be renewed in 2022 through a coordinated process.
Moldova	In December 2020, IFAD became co-signatory of the on-going UNDAF and is now regularly requested to report against the relevant results indicators. Moreover, IFAD is part of the UNCT Results Groups for the new UN Framework efforts on Indicators and targets for the energy sector greenhouse emissions and New outputs for the woman in rural area economically empowerment.
Kyrgyzstan	In 2021, IFAD has participated in the launching of the preparations of the UN Sustainable Development Cooperation Framework (UNSCDF) at Kyrgyz country level to define UN’s priorities in supporting the Government and other stakeholders in achieving sustainable development for the next several years (2023-2027).
Sudan	The UNDCO has begun rolling out the Common Back Office (CBO) plan in Sudan and has assembled a CBO Task Team comprised of UNCT focal points, of which the ICO is a part. Currently, IFAD has participated in Phase 1 of the rollout, which so far has included attending UNCT & OMT briefings, participating in the training on the CBO methodologies, tools and templates, and completing the data collection template for UNDCO.
Tajikistan	IFAD participates in the evaluation of the UNDAF as per the country-level plan of actions
Turkey	IFAD coordinated the reflections over the transformation of rural economies through climate resilient market oriented agriculture and sustainable natural resources management and also took part in the new UNSDCF (to be signed), and completed the Agency Capacity Assessment and Statement.
Guinea Bissau	IFAD is leading the agriculture working group and in this context leading the mapping of UN interventions exercise. The study and mapping involves all sectors of intervention in the country and has a results framework linked to it in order to

	monitor progress and impact of UN financed activities in the country. We are supporting MoA to establish a wider national agriculture forum. As active member of UNCT we contributed significantly to UNSDCF. Together with WFP we are coordinating the M/E group in the context of UNSDCF.
Cameroun	Cameroun has actively engaged and participated in design of the new UNSDCF 2022-2026. The document is finalized and IFAD is co-signatory to it. IFAD Cameroun is also contributing to planning and reporting to SDGs 1 and 2 through established working groups that meet regularly (e.g. SDG group, M&E group and Gender Group). We are also co-leading another new group on Private sector development/engagement under the leadership of UNECA. IFAD has also contributed to the UN Summit dialogue and report thereof recognizing IFAD contribution is under finalization.
CAR and Sao Tome and Principe	IFAD is contributing to UNCT through annual work-plans development and implementation including annual reporting on key indicators related to SDG 1 and 2 of the UNDAF(s) and the response to COVID-19. Both UNDAF have been extended for another year and UNCT is coordinating design of new UNDAF, which will probably be concluded in 2022.
Cote d'Ivoire	IFAD is leading UNCT Agriculture group. IFAD has signed the United Nations Sustainable Development Cooperation Framework for Cote d'Ivoire 2021 -2025.
Sierra Leone	IFAD fully participated in the identification of the key priority areas or pillars of focus in the UNSDCF. The UNSDCF has 4 outcomes and IFAD together with the RBAs and other relevant UN Agencies will be accountable for results on outcome 1: Sustainable Agriculture, Food and Nutrition Security, and Climate Resilience
Senegal	IFAD is part of UN working group for common services led by WFP – carpooling being piloted started the week of 14 June. IFAD is an important member of the mapping of UN activities in Senegal group. IFAD proposed that the mapping exercise be the starting point to seek specific areas for joint collaboration according to comparative advantages of each agency.
Guinea Bissau	Led by WFP Bissau, IFAD is part of a study and working group mapping all of the UN activities in GB. The study and mapping involves all sectors of intervention in the country and has a results framework linked to it in order to monitor progress and impact of UN financed activities in the country.
Botswana, Comoros, Ethiopia, South Africa, South Sudan, Uganda	IFAD has actively participated in the design of the new UNSDCFs and has been co-signatories to the UNSDCFs in Ethiopia, South Africa and Uganda
Examples where IFAD participated actively in design of a new UN Socioeconomic Response Framework (SERF)	
Country	Activity representing engagement in UN Reform implementation

Bangladesh	IFAD also participated in the formulation of the UN Socioeconomic Economic Response Framework (SERF). The SERF is currently with the Ministry of Finance for endorsement.
Maldives	While the UNSDCF has been delayed due to Covid19, IFAD actively participated in the drafting of the UN Socioeconomic Economic Response Framework (SERF), the interim framework document. Along with FAO and UNDP, drafted the sections on food security and agriculture. The newly approved loan, Maldives Agribusiness Programme, is prominently featured in the SERF.
Vietnam	IFAD participated in the SERP.
Pakistan	IFAD participated as part of the UNCT in the UN Socio Economic Recovery Framework (SERF) endorsed by the Planning Commission of Pakistan.
MENA region	NEN actively participated in UN Development Reform discussions led by ESCWA over quadrennial policy review.
Philippines	Ongoing. IFAD actively contributing through relevant Pillar groups and through the UNCT steering role. The UN Socioeconomic and Peace Building Framework (the equivalent of the SERF in the Philippines) has been finalized with substantive contribution by IFAD (drafting of relevant paragraphs and joint undertaking of background studies with FAO, WFP and UNICEF)
Viet Nam	We have contributed with current relevant IFAD funded activities to the SERP (as it is called actually in Vietnam) and in addition, including a joint proposal with UNIDO to the MPTF, now approved and starting implementation.
Guatemala	The IFAD-funded grant "Boosting linkages between family farming and the school feed programs", implemented by WFP and FAO, is making food systems work within the COVID19's movement and economic restrictions. Over 5.000 family farmers are currently providing nutritious, health food to the National School Feeding Program in the poorest rural areas in Guatemala.
El Salvador	The public launch of the IFAD-funded "Rural Adelante" Project, in July 2020, boosted the implementation of 35 investments plans in vegetables, fruits and diary inclusive value chains. Over 5000 smallholders are currently participating in those initiatives.
LAC Region	The IFAD-funded "Agri-digitalization Project" seeks e-commerce and digital solutions to overcome the increasing obstacles for over 10.000 farmers to access market and financing due to the consequences of the Covid-19 pandemic in Bolivia, Guatemala, Haiti and Honduras.
Ghana	IFAD participated to the development of the Socio Economic response in 2020 and provided inputs on its achievement in the 2021 review.
Examples of joint RBA country strategies	
Country	Activity representing engagement in UN Reform implementation

Indonesia	A draft joint strategy document has been developed, and shared and discussed among the RBAs. Its objectives are specifically linked with the outcomes of the UNSDCF – which was signed by all parties (including IFAD) in April 2020, and closely aligned to the national development priorities. The draft is at advanced stages, though its finalization has been slightly delayed by COVID-19, which has resulted in a reprioritization of activities. The expectation is to finalize the plan in the next couple months.
Colombia	The tri-partite RBA joint strategic plan, is currently in the final stages of approval. Its finalization awaited the UNCT negotiation with Government of the UNSDCF, and its approval, so as to ensure alignment between the two and Government’s authorization of the priorities. The government approved the UNSDCF in March 2020. The intention was to have a final version of the plan April 2020, and to commence an RBA programmatic pilot for one region in Colombia in 2020. However, RBA planned/future activities have all been put on hold since the beginning of the COVID19 crisis. Despite this, IFAD is adapting the RBA programmatic pilot to the COVID19 response, while coordinating with FAO to jointly support smallholder farmers in Colombia.
Niger	Following a joint consultative dialogue in country, a draft tri-partite RBA joint strategic framework is near finalization. The theory of change providing a strategic framework for the action plan, and the action plan itself, have both been drafted, and the document is expected to be finalized by end-September. The expectation is that these will inform both the CCA and the UNSDCF itself, which is being prepared for the period 2022 onwards.
Sri Lanka	<p>In December 2020, the three Rome Based Agencies organized a first policy dialogue of a series with key stakeholders to discuss the current state of agricultural value chains in Sri Lanka and their links to the food system. The timely dialogue series presented the basis for the run-up to the Food Systems Summit in 2021. The dialogue sessions are particularly relevant as the COVID-19 pandemic has further highlighted the deficiencies of global and local food systems, threatening actively development gains.</p> <p>IFAD, along with FAO and WFP, developed the contents of LKA’s national dialogue of the Food System Summit organized and hosted by the Ministry of Agriculture (MoA). IFAD was part of the high-level speakers’ panel in the opening session of the dialogue, along with Minister, Secretary and National Convener from MoA, Resident Coordinator and the heads of the other RBAs. IFAD plans to organize the second independent dialogue with the other RBAs, government stakeholders and other partners in the country as a follow up to the policy dialogue in December 2020.</p>
Tajikistan	<p>In terms of collaboration with RBAs, IFAD is collaborating with WFP and FAO to implement the school feeding support program (SFSP) in Tajikistan. With agreement signed in 2021 for supplementary financing from the Russian Federation, this SFSP aims at contributing to the improved nutrition of more than 3,000 schoolchildren (grades 1-4) in Tajikistan. The program introduces new agricultural production methods and high-value nutrient crops to communities through schools as well as improving the hygienic and sanitary conditions at schools.</p> <p>In addition to SFSP, IFAD is in active partnership with FAO over the implementation of the CASP project. Through this partnership, FAO is delivering technical assistance via support to the agricultural mechanization and community capacity reinforcement component of the project. Further, in close collaboration with FAO IFAD is designing an extension of the</p>

	CASP: the CASP+.
Kyrgyzstan	<p>In terms of collaboration with RBAs, IFAD has participated in the UNCT retreat later 2020 as well as the RBA retreat (with FAO and WFP) in early 2021. The objective of the retreats was to discuss joint plans and share knowledge, financial and technical expertise towards sustainable development of Kyrgyzstan. More specifically, the RBA-retreat has been an opportunity to explore comparative advantages of each agency, and prospect areas of complementarity at country level. Consequently, a 2021 Action Plan has been drafted and is being regularly monitored on its implementation.</p> <p>IFAD is also playing a catalytic role within the RBAs in supporting the Government to prepare for the Food Systems Summit by securing some resources from on-going project as well as putting at the Ministry of Agriculture's disposal the IFAD-funded PMU for the coordination of the national dialogues.</p>
Moldova	IFAD, together with FAO, to jointly mobilize resources and support the coordination of the National Dialogue organization under the leadership of the Ministry of Agriculture and the very recently appointed national Convener.
Ghana	IFAD discussed preparation of RBA collaborative strategy and works closely with FAO and WFP in implementing an emergency project for addressing COVID impacts in the agricultural sector. IFAD and FAO are participating in leading development partners group and co-chair the Agricultural Sector Working Group (ASWG) in Ghana.
Examples of deepening project level partnerships with UN agencies	
Country	Activity representing engagement in UN Reform implementation
Mozambique	IFAD-WFP- FAO joint studies that will inform response efforts in three critical Food System nodes vulnerable to COVID19: (a) linking farmers to markets; (b) the promotion of small stock and poultry in rural and peri-urban areas and; (c) the production of fish in rural and peri-urban areas (US\$15K, carry forward funds). Joint RBA COVID Response plan for Mozambique will be ready in October 2020.
Mauritius	UNCT mobilized international expertise to support Mauritian Government to address the oil spill in Mauritius, a multidisciplinary team (French, South African and UK expertise) for rapid response to the oil spill in Mauritius. Responsiveness of UNCT was recognized by the Government. The UNSDCF is focused on risks & vulnerabilities with the objective of mobilizing green development finance to protect Mauritius coast and other natural assets. Briefing with UN RD's IFAD invited to explore finance solution with Government of Mauritius.

Namibia	Fill the Nutrient Gap Analysis, in collaboration with WFP, GIZ and FAO) (IFAD US\$15K, carry forward funds). Scope of the FNG for Namibia with virtual stakeholder workshops/consultations planned for Sept and Oct 2020. Potential in-country validation work scheduled for November.
Ecuador	Ecuador has been selected as one of the countries to implement a Joint Programme (IFAD-FAO-WFP) entitled, "Taking gender-transformative approaches (GTAs) to scale for impact on SDG2 to end hunger, achieve food security and improved nutrition, and promote sustainable agriculture" (the Joint Programme/JP GTA), with financial support from the European Union. The JP GTA aims at enhancing the RBAs' contribution to the achievement of SDG2 by addressing the root causes of gender inequalities and triggering transformative change processes that lead to gender equality and the empowerment of women and girls at all levels.
Lao PDR	The Agriculture for Nutrition project is a tri-partite RBA collaboration, financed with USD 38m of GAFSP funds. IFAD is the supervising entity. Based on the very effective collaboration and project, IFAD has submitted a request for additional funding of \$5.5 million to the GAFSP Secretariat (TBC by October 2020).
Pacific	IFAD has partnered with FAO on developing a GAFSP proposal covering 4 SIDS, that has been approved (Small Islands Food and Water Project), with IFAD as Supervising Entity for Investment (US\$11 million) and FAO as Supervising Entity for Technical Assistance (US\$ 1 million). IFAD is now collaborating with FAO Investment Center and the FAO Sub-regional Office for Pacific on detailed design. IFAD has joined as a partner in 4 of the UN proposals for the UN Covid19 Trust Fund in the Pacific which are currently under review by UN New York.
Sri Lanka	Under the newly approved SARP loan for Sri Lanka, there is an active partnership with UNDP, WFP and UNOPS. Parallel financing has been committed from UNDP (SARP will complement integrated agribusiness package where UNDP supported water Cascade rehabilitations and extend approach to adjacent areas), WFP (WFP will develop the commercialisation aspects through entrepreneurship capacity-building, strengthening the agrarian services and linking more entrepreneurial farmer groups to private sector buyers) and UNOPS (UNOPS will support the construction of production and marketing infrastructure to compensate for the lack of technical capacity for the construction of 'last-mile' infrastructure).
Nepal	IFAD joined with FAO, WFP and UN-Women to develop a joint programme entitled "Rural Women Economic Empowerment (RWEE)". This programme is currently under implementation.
Bangladesh	FAO and GOB signed an instrument, whereby FAO provides technical support to IFAD's Smallholder Agriculture Competitiveness Project.
Vietnam	FAO and IFAD, with other development partners (Netherlands and CIRAD) agreed to jointly support the oncoming Climate Smart agricultural transformation project in the Mekong Delta (CSAT).

Indonesia	IFAD and WFP are jointly preparing a proposal for the UN Trust Fund for Human Security, on "Improving human security by building sustainable food systems in Indonesia".
Egypt	IFAD Hub Staff heavily involved in UN joint programmes (UN JWP, Planet Prosperity People and Women), SDGs monitoring, security matters and office management during the COVID-19 crisis.
Peru	IFAD joined other UN agencies (UNIDO, ILO, FAO) to develop and submit a USD 6.5 million proposal to the SDG Fund. The project aims at strengthening the enabling conditions and national technical capacities to increase green financial resources in the public and private sectors to promote sustainable investments in the Peruvian Amazon. This will facilitate the development of bio-businesses and eco-businesses as an alternative to timber production in the Amazon forests, reducing deforestation, preserving biodiversity (flora and fauna), and ensuring resilient livelihoods for native communities, i.e., the income and food of men and women.
Maldives	UNOPS is proving a TA under the Maldives Agribusiness Programme (MAP) to support the government in the implementation of the MAP.
Bhutan	IFAD is in negotiation with WFP for implementing the Consolidated Livelihood Exercise for Analyzing Resilience (CLEAR) for strengthening the Climate Smart Village (CSVs) approach. IFAD is also collaborating with the UNCT and RBAs with undertaking the in-country dialogues for the Food Systems Summit (FSS).
China	<p>Through collaboration with UN Women, IFAD's recently completed project in Qinghai province was successful in promoting gender empowerment through institutional and individual capacity-building and income generation support, from which lessons learned were presented at a joint IFAD-UN Women-UNEP dialogue seminar in April 2021. The successful partnership with UN Women has frequently been referred to within UNCT China as good practice in joint project collaboration and the partnership will be replicated and formalized through an MOU (awaiting final government signature) through which UN Women will support the implementation of IFAD's project in Hunan province (H2RDP) and complement IFAD interventions by designing and implementing specific activities aiming at empowering women.</p> <p>The RBAs in China are exploring the possibility of initiating at least one joint-RBA SSTC project that will be funded by the China International Development Cooperation Agency (CIDCA), likely in APR or LAC-region;</p> <p>FSS: The RBAs and ESCAP-CSAM have jointly been supporting the Government in their engagement for the FSS. As for UN initiatives, one Food System Policy Dialogue was co-organized in Dec 2020 and another Independent FSS Dialogue is being planned. Together with FAO and WFP, IFAD also partnered with the Good Food Fund (GFF) on delivering 2</p>

	<p>independent dialogues, a) Rural Revitalization and Food System Transformation, April 29 b) Wet Market Reforms and Food System Transformation, 16 June. Alongside FAO, IFAD also contributed to the FSS Regional Dialogue lead by the International Chamber of Commerce and the GFF on SMEs engagement on 7 June. Together with FAO, IFAD organised a webinar on reduction of carbon emission from pig industry on June 17th.</p> <p>IFAD is an active member on the Working Group for the RC-led "SDG Platform 2.0", which specifically aims at engagement with a diverse set of stakeholders, particularly Chinese private sector, to promote financing, knowledge sharing and partnerships for rural transformation in and outside of China, mainly in Kenya and Tanzania.</p> <p>Opportunities for inter-agency collaboration is continually looked for, particularly through the UNSDCF Results- and Thematic Groups, through which 5 thematic bi-annual Joint Work Plans have been developed.</p>
India	IFAD is liaising with WFP and FAO in supporting GOI in its preparations for the FSS, following the designation by the RC of WFP to lead the process. The process is not very dynamic, due to the recent spike in cases of COVID-19.
Philippines	Collaboration around the UN FSS dialogues. In Philippines we are part of a core group with FAO, WFP, UNICEF, WHO and UNDP working with the Department of Agriculture (National Lead) on the preparations of the National Dialogue process. As part of it we are financing a TA to support the Dept. Agriculture as well as a Farmers Organizations-led Independent Dialogue.
Haiti	Cooperation initiatives with FAO: in March, IFAD committed to co-finance a FAO-GCF project on resilient agriculture to be deployed in 2022; and in June, IFAD liaised with FAO HT and FAO/Regional for a joint sector study on Blue Economy development. FAO's Investment Centre is also a partner in the design of IFAD's innovative I-BE Blue Economy project in the Northeast, due for EB approval in September 2021.
Tajikistan	Youth. As of May 2021, IFAD started participating in the Youth Thematic Group of UNCT in Tajikistan. The purpose is to contribute to the development of common UNCT results for the development of Tajik-young people (15-24 years) and support joint advocacy and policy dialogue with government counterparts, civil society and other development partners with substantive inputs regarding young people as a unified entity. This youth platform serves as venue for UN agencies operating at country level to address the needs of young people, and to advance their civic engagement.

Kyrgyzstan	<p>In 2020 following the outbreak of COVID-19, IFAD has participated in the development of the UN Socio-Economic Response Framework (SERF) at country level. The purpose was to set out a strategic framework for the United Nations' urgent support to the Kyrgyz Republic to address the socio-economic impact of COVID by providing and leveraging a fast response in support of Government efforts to mitigate the immediate socio-economic impact of the crisis, and by helping the Government to pave the way for sustainable, longer term recovery. For the rollout and implementation of the SERF, IFAD seats in the thematic work group or Pillar III, which deals with the economic recovery by protecting jobs and enterprises. A work plan was laid down for 18 months, starting from March 2020.</p> <p>Moreover, ATMP's targeting strategy and AWPB are now considering those affected by COVID-19 as priority beneficiaries for the 2021 activities and will report on implementation indicators accordingly.</p>
Ghana	<p>IFAD, WFP and FAO developed an emergency response to COVID impacts in the agriculture sector with total financing of US\$41 million. FAO is also supporting climate smart agriculture activities under one of ongoing IFAD projects in Ghana.</p>
Guinea Bissau	<p>IFAD is contributing to joint response to COVID-19 by collaborating with WFP through IFAD funded RPSF initiative.</p>
Sierra Leone	<p>IFAD and UNOPS are collaborating to provide solar generated electricity to power processing equipment (rice mills, rice de-stoners, rice threshers and cassava processing machines) that were supplied to Agricultural Business Centers (ABCs), with funding from IFAD. Accessing electricity is one of the huge challenges to value chain actors across the country, particularly for those in the rice sector, which is the main staple food for the country.</p> <p>IFAD is also working closely with WFP to enhance access to markets (WFP) and value addition through the Agricultural Business Centers (ABCs) along selected value chains.</p> <p>IFAD, WFP, FAO and other UN agencies supported the Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis (CFSVA) 2020 report for Sierra Leone (2020). IFAD contributed US\$10,000.</p>
Burkina Faso	<p>IFAD contributed to the design of the Joint United Nations Support Program for Integrated Educational Development in the Sahel region in Burkina Faso, through the SD3C.</p> <p>IFAD is contributing to the process of the 2021 programme criticality exercise in Burkina Faso</p> <p>IFAD-WFP-FAO will start-up in 2021 the joint SD3C programme in Burkina Faso to support the G5 Sahel countries initiative</p> <p>IFAD-WFP-FAO and UNDP are involved in the national expert group to support the development of the country plan for the 2021 UN Food Systems Summit</p>

Mauritania	RBA cooperation: As part of a regional initiative, Mauritania along with the G5 Sahel countries + Senegal is part of the Sd3C regional lending programme addressing major issues in the region including security, conflict, climate change and COVID-19. Both WFP and FAO are major partners in this initiative.
Gambia (The)	IFAD is joining UNCT's Results Group 3 leads sustainable agriculture, natural resources, environment and climate change management (UNDAF PRIORITY 3) in identifying one area of priority for joint work.
Senegal	IFAD Dakar office is the initiator of the SD3C regional lending initiative in the G5 Sahel countries + Senegal is part of the Sd3C regional lending programme addressing major issues in the region including security, conflict, climate change and COVID-19. Both WFP and FAO are major partners in this initiative
Examples where we are actively supporting UNCT led COVID analytical work/ Multi-Purpose Trust Fund (MPTF)	
Country	Activity representing engagement in UN Reform implementation
Lao PDR	IFAD, FAO and WFP collaborated on a COVID-19 impact assessment study that is being finalised and will be presented to all key donors.
Pacific	IFAD has led the analytical work on food security and nutrition in Pacific as part of the UN Socio-Economic Assessment, in close collaboration with FAO, WFP and UNICEF. IFAD is now collaborating on the preparation of the UN Socio-economic Response Plan for COVID-19 in Pacific.
China	IFAD has led the analytical work on food security and nutrition in China as part of the UN Socio-Economic Assessment, in close collaboration with FAO, WFP and UNICEF. IFAD is now collaborating on the preparation of the UN Socio-economic Response Plan for COVID19.
Philippines	IFAD has led the analytical work on food security and nutrition in the Philippines as part of the UN Socio-Economic Assessment, in close collaboration with FAO, WFP and UNICEF. IFAD is now collaborating on the preparation of the UN Socio-economic Response Plan for COVID19.
Haiti	IFAD is working under the Integrated Strategic Framework (ISF), which was requested by the UN Security Council in resolution 2476 (2019) establishing BINUH (after the MINUSTAH peace keeping mission ended). The ISF integrates all UN-driven country efforts, as it includes both BINUH (United Nations Integrated Office in Haiti) as well as all organizations and agencies under the UN Country Team. The first ISF was prepared in Feb 2020. We are liaising closely

	<p>with the UNCT members to coordinate all country efforts. For instance, IFAD is joining with the other organizations to coordinate our COVID-19 socioeconomic response and in that context IFAD is processing the PURRACO emergency project. For the design of the Inclusive Blue Economy Project IFAD is envisioning close collaboration with FAO (fisheries and aquaculture) and UNESCO (peoples with disabilities) offices in Haiti. IFAD is also participating in the ISF update.</p>
Brazil	<p>Collaboration with other UN agencies with the coordination by the UN Resident Coordinator has intensified. For example, a number of UN agencies, including the 3 RBAs, have joined forces recently to prepare a joint Concept Note for a project for the UN COVID-19 Response and Recovery Multi-Partner Trust Fund (UN COVID-19 MPTF). This initiative, led by FAO, features strong linkages with IFAD-supported farmers' organisations. The new focus of the RC's role on coordination promotes this type of collaboration between sister agencies.</p>
Mexico	<p>IFAD worked with UNCT to integrate all our initiatives in response to the COVID-19 in a common framework to support national priorities in the recovery efforts from the crisis. As a result of this exercise, we are currently providing TA to support SADER post-COVID-19 strategy in collaboration with FAO, IICA and the World Bank which fits well with the new IFAD 2.0 business model for IFAD's work in UMICs. This initiative has involved participation in high-level discussion with agencies and senior officials, including Secretario de Agricultura y Desarrollo Rural and the Undersecretary.</p>
Panama	<p>IFAD in close collaboration with FAO, ILO and UNDP, IFAD participates in an interdivisional proposal to be submitted to the "UN COVID-19 Response and Recovery Multi-Partner Trust Fund", under the UNSDCF framework in Panama. Given the structure of multidimensional poverty in the country and the engines of economic growth, the proposal focuses on two fundamental pillars for a sustainable and inclusive economic reactivation: rural production and micro, small and medium enterprises (MSMEs).</p>
Papua New Guinea	<p>IFAD is an active member of the FAO/DAL (Department of Agriculture and Livestock) led Food Security Cluster, attended most of the weekly meetings and contributed to coordination/planning of activities and COVID-19 response. In addition, IFAD is co-financing in partnership with DFAT the development (data collection) and publication of a Food Price Bulletin in PNG. The IFAD project is supporting the data collection (with ICT equipment) and IFPRI is leading the data analysis.</p>
Viet Nam	<p>IFAD Vietnam joined hands with UNIDO and successfully obtained a one-year EUR 850,000 grant from the United Nations COVID-19 Response and Recovery Multi-Partner Trust Fund (UN COVID-19 MPTF). The grant used an IFAD/AsDB funded study on the Impact of Covid-19 on Agriculture as an input.</p> <p>The IFAD-UNIDO Vietnam Building Forward Better programme has been officially launched on 31 May 2021, with participation from all the parties committed to the objective of this joint initiative. The programme builds on IFAD's lending portfolio and aims at creating an innovative fruit value chain model in the Mekong Delta of Vietnam. The initiative is gender & youth-centred and is being developed to be scaled up across the rural economy with the ultimate goal of 'recovering better together'. The development objective is to increase income and economic empowerment of rural women and youth within the fruit value chain, starting with mango and pomelo.</p> <p>Under the IFAD regional grant NARDT, IFAD is assisting the Communist Party of Vietnam and the Government to review</p>

	the Agriculture-Farmers- Rural Development (Tam Nong in Vietnam) Strategy over 2010-2020 and renew this Strategy for 2021 -2030. COVID-19 response short and long term strategies will be included in this document.
Eritrea	IFAD contributed to the preparation of the UNCT Rapid Assessment – Socio-economic impacts of COVID-19 in Eritrea (May 2020)
Mozambique	IFAD participated, alongside other UN Agencies, to the COVID-19 Response and Recovery Needs Assessment (CRNA): Developing a framework and roadmap for post-COVID-19 recovery in Mozambique. IFAD also participated in the UN Multi-Sector Response Plan to COVID-19 for Mozambique (June 2020)
South Sudan	RBAs (IFAD, FAO & WFP as well as EU) support to the development of the COVID-19 impacts assessment results on agriculture and food security in South Sudan
South Africa	IFAD participated, through the technical oversight committee, in the study on the "Assessment of the Impact of COVID-19 on Agriculture and Food Systems", led by FAO and completed in November 2020.
Tanzania	IFAD has supported UN efforts to protect rural livelihoods through the RPSF instrument. This initiative, though a standalone proposal, has been submitted to the UN-RC's Office (RCO) for inclusion in the COVID-19 Socio-Economic Recovery Framework.
Thematic examples where IFAD is actively supporting UNCT led COVID analytical work/CCAs	
Cambodia	FAO and IFAD are co-chairs of the Technical Working Group for Agriculture.
India	IFAD together with RBAs engaged with the Govt of India high level Empowered Committee (EG5) to ensure that challenges faced by local communities, especially farmers' access to inputs, machineries and markets as well as food remained unhindered during the lockdown in 2020. The inputs gathered from the field and provided to the EG5 on a daily basis for over 2 months helped in timely resolution of logistical bottlenecks. This was also supplemented with policy briefs and normative guidelines (especially from FAO) to help farmers.
Viet Nam	IFAD and AsDB funded a study on the Impact of Covid-19 on Agriculture, Rural Livelihoods and the Rural Economy carried out by IPSRAD, a government agricultural think tank. The study has received high attention by Government of Viet Nam. UNCT has included the survey findings in the UN Report of comprehensive study on COVID-19.
Guinea	IFAD is part of the Technical Working Group for Agriculture. IFAD, jointly with the Government of Guinea developed a proposal to support smallholder farmers in rural Guinea as a response to the Covid-19 pandemic, funded through the RPSF allocation to Guinea.
Ghana	As part of the Emergency Support to Rural livelihoods and Food systems exposed to COVID 19 project (ESRF), IFAD provided seeds and fertilizers to the most vulnerable rural households to support production and incomes. Provision of PPEs, cash transfer to vulnerable households, operationalization of marketing channels and digital extension and

	marketing are planned for 2021.
Mauritania	Food systems summit: Led by the Ministry of Economic Affairs and Industry, UNICEF and IFAD, discussions on the food systems summit have begun for full participation of Mauritania at this important event.

Examples where we have signed up to the new UN Business Operations Strategy (BOS) at country level

Country	Activity representing engagement in UN Reform implementation
China	The BOS is completed and IFAD intends to sign-off
Fiji	The BOS is completed and IFAD intends to sign-off.
Vietnam	The BOS is completed and IFAD intends to sign-off.
Philippines	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off.
Ethiopia	IFAD has signed-off on the BOS
Kenya	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Rwanda	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Uganda	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
United Republic of Tanzania	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Bolivia	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Brazil	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Guatemala	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Panama	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Egypt	IFAD has signed-off on the BOS
Sudan	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Burkina Faso	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off

Cameroon	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Côte D'Ivoire	The BOS has been completed and IFAD intends to sign-off
Guinea	IFAD has signed-off on the BOS
Ghana	BOS is under preparation and IFAD intends to sign-off.